Copie anonyme - n°anonymat : 415613

G6-00023 415613 Eco So His

Code épreuve : 245 | Nombre de pages : 09 | Session : 2026

Épreuve de : Economie - Sociologie et Histoire ESSEC BS

Consignes
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Le court-terme est-il l'ennemi du long terme ?

Depuis son arrivée au pouvoir, le président des Etats-Unis, Donald Trump, s'est retiré de multiples fois d'accords environnementaux fondamentaux pour la lutte contre le changement climatique comme l'Accord de Paris sur le climat (2015) ou l'organisation du GIEC. La primauté des intérêts économiques de court terme l'emporte sur la viabilité et la durabilité de long terme de la planète. Dès lors, le court-terme est-il l'ennemi du long terme ?

Le court terme implique une perception temporelle raccourcie, à savoir des politiques conjoncturelles qui visent l'instantanéité, l'immédiateté et le court-terme. Ce sont des actions qui visent un résultat le plus rapidement possible, en réponse à la conjoncture ou à l'équilibre macroéconomique. À l'inverse, le long terme implique un horizon temporel élargi, plus lointain et dans la durée. Les politiques structurelles s'inscrivent dans cette continuité puisqu'elles visent des actions de long terme, à savoir accroître la croissance potentielle, réduire les défaillances de marché, corriger les externalités négatives ou réguler les tensions sociales. De ce fait, le court terme et le long terme apparaissent opposés voire antinomiques. En effet, si le court terme est l'ennemi du long terme, cela signifie que le court terme n'apprécie pas le long terme, ni ses objectifs ni ses moyens. Cela implique une dimension négative, le court terme serait un obstacle majeur au long terme, le faire voir l'avènement en tant qu'adversaire. Dire que le court terme est l'ennemi du long terme implique qu'une quelconque amitié, relation, compatibilité n'est pas possible. Pourtant, tous deux s'inscrivent dans la durée et l'existence de politiques de court terme et de long terme révèle qu'une certaine complémentarité est possible. N'est-ce pas plutôt le long terme l'ennemi du court terme, venant l'écraser pour des impératifs de soutenabilité ? À l'inverse, le court terme, qui recherche le profit immédiat, l'utilisation d'une ressource non renouvelable aujourd'hui ou un rendement spéculatif élevé empêche et détruit alors toute possibilité du long terme, à savoir

le bien-être, la justice sociale ou le développement durable. À l'aune des nouveaux enjeux contemporains et d'une remise en cause permanente du capitalisme moderne, la critique du court-terminisme s'applique de plus en plus dans une société consumériste et productiviste. De ce fait, peut-on créer une nouvelle amitié entre le court terme et le long terme ou le court terme est-il condamné à empêcher le long terme? Le court terme qui s'inscrit dans un horizon temporel réduit et le long terme dans la durabilité sont-ils antinomiques? Dans quelle mesure ce décalage temporel entre les deux est en finalité un réel instrument pour les politiques publiques? Ne faut-il pas alors, pour réconcilier le court terme et le long terme adopter le pari de la décroissance? Dès lors, le court terme, aux effets immédiats et locaux, est-il l'ennemi du long terme, aux effets lointains et globaux?

Si le court terme est l'ennemi du long terme, dans la mesure où le décalage temporel ne permet pas d'assurer une pérennité de long terme qui s'installe dans le temps (I), il semble cependant que le court terme est nécessaire au long terme, qui parfois peut être le fossoyeur du court terme (II). Par conséquent, ne faut-il pas concilier le court terme et le long terme en faisant du court terme un ami du long terme? (III)

Le court terme est l'ennemi du long terme car l'instantanéité de la recherche d'équilibre et de stabilité prime sur la durabilité de celles-ci (A), la quête de rendements élevés immédiats se fait au détriment de la stabilité financière de long terme (B) et les mandats électoraux élus pour le court terme se heurtent à la lutte contre le changement climatique et pour le développement durable qui s'inscrivent dans le long terme (C).

La recherche immédiate de la stabilité macroéconomique prime sur sa durabilité dans le temps. En effet, lors de la crise des dettes souveraines (2012), la Banque Centrale Européenne, par le biais de sa politique monétaire conjoncturelle de court terme a immédiatement réagi en rachetant de manière illimitée les titres de dettes publiques des États, afin d'endiguer la crise et de réduire les déficits. Cependant à travers cet instrument de court terme, le Quantitative Easing (QE), les États se sont endettés de manière excessive pour Jean-Marc DANIEL dans Il était une fois l'argent magique. L'argent semblait "magique" et a nourri l'euphorie et l'illusion des pays, qui n'étaient pas incités alors à mettre en place par la suite des

réformes structurelles de long terme pour réduire leur dette, comme le cas de la France. Selon ARTUS et VIRARD dans La folie des banques centrales (2016), l'assouplissement quantitatif a certes réduit les risques de la faillite à court. mais à long terme, elle a surtout amené à l'endettement excessif des Etats et désincité à mettre en place des réformes structurelles de long terme. Dans les années 80, les politiques d'ajustement structurelles (PAS) ont aussi visé le retour à l'équilibre commercial instantanés des pays par la privatisation, la libération des économies, des politiques d'austérité selon le Consensus de Washington (WILLIAMSON - "What Washington Means by Policy Reform"). Cependant, les pays ont certes à court terme pu se libéraliser mais à long terme, il n'y a eu qu'une hausse de la pauvreté et des inégalités au sein de ces pays (Argentine, Algérie) pour STIGLITZ dans La Grande Désillusion (2002). Le court terme apparait véritablement comme l'ennemi du court terme, car il n'assure pas la soutenabilité dans le temps et le bien-être. La recherche du profit instantané est responsable de la désindustrialisation de nombreux pays comme les Etats-Unis pour HARRISTON - The Deindustrialization of America, les firmes en quête de capital rentable à court terme pratiquent sans cesse des délocalisations au détriment des bassins d'emploi, freinant l'efficacité des politiques industrielles et de l'emploi, qui s'inscrivent dans le long terme. De ce fait, la recherche du profit ou de l'équilibre de court terme se fait au détriment de la pérennité de long terme. Ces délocalisations pour FONTAGNE et LORENZI dans Désindustrialisation et délocalisation, fragilisent les Etats, l'innovation et la concurrence, pourtant nécessaires au long terme. Dès lors, le court terme apparait comme l'ennemi du long terme.

Dans nos sociétés globalisées et financiarisées, la quête de rendements élevés immédiats se fait au détriment de la stabilité financière de long terme. Les traders, investisseurs institutionnels utilisent par tous les moyens des stratégies pour percevoir des rendements élevés et leurs mouvements spéculatifs aboutissent à des phénomènes d'"overshooting" qui déstabilisent la stabilité financière pour Rudiger DORNBUSH dans Expectations and dynamic exchange rates. Les nombreuses crises financières illustrent que la tendance au court terme ne peut qu'engendrer l'équilibre de long terme. Les investissements de portefeuille, de court terme et donc spéculatifs selon la définition de l'OCDE, ont nourri les effets Tequila, "Fly to Quality" et de "Sudden Stop" pour Paul KRUGMAN dans Pourquoi les crises reviennent toujours. Lorsqu'un pays comme la Thaïlande base son développement sur des investissements à caractère spéculatif, les cours de change sont beaucoup plus fluctuants, le développement de court terme, rapide, finit par détruire toute possibilité de durabilité et d'équilibre financier de long terme. Cela est d'autant plus

aggravé car même quand les pays font défaut sur leur dette, des investisseurs appelés "fonds vautours" profitent de la vulnérabilité des pays endettant de payer pour racheter leur dette et leur demander le remboursement, comme cela a été le cas pour Elliott Management et l'Argentine selon Benjamin LEMOINE dans Chasseurs d'État. De ce fait, la quête et la soif de rendements élevés dans la finance empêche véritablement les pays de se reconstruire et de mettre en place des politiques structurelles de long terme. Le court terme est donc bien l'ennemi du long terme.

Enfin, les mandats électoraux des gouvernants élus pour une durée courte, se heurtent à la lutte contre le changement climatique et pour le développement durable, qui sont eux des enjeux de long terme. Selon Jean TIROLE dans L'Économie du bien commun : « Les bénéfices liés à l'atténuation du changement climatique sont lointains et flous, tandis que les coûts sont locaux et immédiats ». En effet, le problème est que les bénéfices liés aux changements climatiques apparaissent à un horizon lointain, donc au long terme, mais les pouvoirs publics ne voient que des horizons réduits pour Mark Carney, c'est la tragédie des horizons. En effet, ALESTRA, CHIOUARD et LECAT dans Advanced Climate Change Long Term Model montrent qu'une politique climatique de taxation du CO_2 à l'horizon 2030 ont un impact deux fois plus négatif que l'absence de politique, mais à long terme à l'horizon 2100, les bénéfices seront largement supérieurs. De ce fait, le court terme est l'ennemi du long terme encore sera déjà le Rapport Meadows - The Limits to Growth en 1972 avertissait qu'une croissance infinie dans un monde fini est impossible. Face à l'accroissement des échanges et de la mondialisation, la pollution néfaste se renforce, avec le commerce international responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre, la tendance court-termiste de l'utilisateur d'une ressource non renouvelable aujourd'hui implique une hausse des coûts futures à intégrer à la fonction de production selon HOTELLING dans The Economics of Exhaustible Resources avec sa règle d'épuisement optimal. De ce fait, le court-terme est l'ennemi du long terme car il n'assure pas le développement durable, à savoir la capacité de répondre aux besoins de la génération actuelle sans empêcher les générations futures de satisfaire les leurs selon le rapport Brundtland (1987). Ainsi, il est clair que l'ennemi du long terme est le court terme qui l'empêche d'être durable face à un horizon temporel réduit.

Dès lors, le court terme semble être l'ennemi du long terme, mais l'on remarque que l'existence même de ces deux notions implique que le court terme peut être nécessaire au long terme, ou qu'à l'inverse, le long terme empêche toute action de court terme.

IMPRIMERIE NATIONALE – 2025-12-1003094

Copie anonyme - n°anonymat : 415613

Emplacement QR Code

Code épreuve : 245 | Nombre de pages : 09 | Session : 2026

Épreuve de : Economie-Sociologie et Histoire ESSEC BS

Consignes
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Le court terme semble cependant ne pas être l'ennemi du long terme car les actions et politiques de court terme peuvent être contraintes par celles de long terme (A), les politiques de court terme semblent être réservée au long terme (B) et il arrive que l'ennemi du court terme est en réalité le long terme (C).

Lorsque les dépenses de l'Etat, qui s'inscrivent structurellement dans le long terme pour financer les infrastructures, le système de santé, des projets de recherche et développement soient finalement des freins pour toute action de court terme. En effet, la politique monétaire de court terme peut ne pas être autonome face à la politique budgétaire pour SARGENT et WALLACE dans Some unpleasant Monetarist Arithmetic. Ils parlent de dominance budgétaire ou fiscale, à savoir que la politique monétaire ne peut pas agir indépendamment de la politique budgétaire de long terme. Si l'Etat est extrêmement endetté, si la banque centrale augmente les taux pour lutter contre l'inflation, donc vouloir stabiliser la conjoncture grâce à une action de court terme, elle ne pourra pas le faire, car sinon la charge de la dette de l'Etat va irrémédiablement augmenter. De ce fait, le court terme n'est parfois pas l'ennemi du long terme, mais peut-être la victime, qui ne peut plus agir de manière autonome.

La relation entre le court terme et le long terme peut être plutôt complémentaire, plutôt que d'être l'ennemi du long terme, le court terme peut s'allier avec le long terme. En effet, pour permettre le développement économique des entreprises nationales, il est possible de les protéger temporairement de la concurrence internationale à court terme pour ensuite les ouvrir à la concurrence lorsqu'elles ont réalisé des économies d'échelle et atteint une taille optimale pour pouvoir continuer de croître à long terme. C'est la stratégie du protectionnisme éducateur défendue par Friedrich LIST dans

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

Système national d'économie politique. Le court terme peut être conçu avec le long terme et non pas indéfiniment opposés pour être d'autant plus efficace. KALDOR dans Strategic Factors in Economic Development défend cela pour les industries vieillissantes ou sénescentes, il faut les protéger temporairement de court terme pour pouvoir les remplacer avec des industries plus innovantes qui ont à long terme d'autant plus prospéré. De ce fait, le court et le long terme sont véritablement complémentaires, il ne faut pas voir le court terme comme l'ennemi du long terme mais plutôt une possibilité de complémentarité. KEYNES dans Théorie générale de l'intérêt, de l'emploi et de la monnaie défendait déjà avec son principe du multiplicateur keynésien, à savoir l'investissement de court terme par le biais de l'intervention de l'État, permet à une économie grâce à un plan de relance de retrouver l'équilibre par une hausse de la consommation et de la demande anticipée. De manière empirique, s'il n'y avait pas eu d'actions de court terme lors de la crise de 2008, les pays seraient d'autant plus dans la récession. Dès lors, le court terme ne semble pas être l'ennemi du long terme, mais plutôt complémentaire à lui voire nécessaire.

À l'inverse, il semble que dans certaines configurations, le court terme n'est pas l'ennemi du long terme, mais plutôt le long terme qui est l'ennemi du court terme. En effet, les pays riches se sont développés massivement pendant longtemps au détriment des pays pauvres. Ils sont responsables de la pollution et ont largement profité sur le long terme de cette dégradation de l'environnement. BOTHE et al dans Global Income Inequality by 2050 montre que la convergence entre les pays du Nord et du Sud est lente cependant d'ici à 2050, les pays pauvres devront supporter jusqu'à 75% des dommages climatiques globaux totaux. De ce fait Éloi LAURENT dans Social-Écologie dénonce la "fausse vertu des riches" et le fait que les pauvres consomment et utilisent les biens pour leur survie, de manière immédiate à court terme sans penser à la durabilité de celles-ci. Il ne faut ainsi pas accuser le court terme d'être responsable et d'être l'ennemi du long terme, puisqu'il n'assure pas la durabilité de ses actions, mais plutôt accuser que le long terme, à savoir la dégradation environnementale causée pendant longtemps par les pays riches, est responsable de cela. CHANCEL dans le Rapport sur les inégalités mondiales (2026) montre que les 1% les plus riches sont responsables de 15% des émissions de gaz à effet de serre, mais de 41% avec l'approche par la propriété du capital. Dès lors, le long terme semble

véritablement être le horizon du long terme.

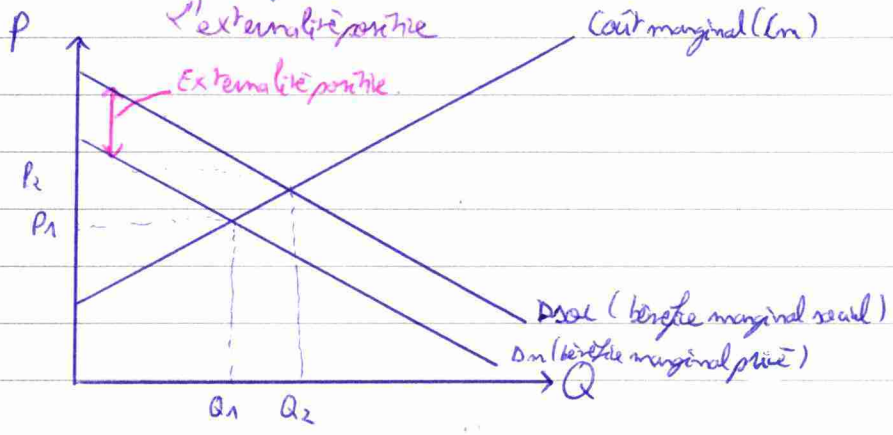
Ainsi, il semble que le court terme n'est pas réellement l'ennemi du long terme, mais à l'aune des nouveaux enjeux environnementaux et sociaux, ne faut-il pas plutôt essayer de les réconcilier plutôt que de les opposer ?

Par conséquent, il semble nécessaire de devoir concilier le court et le long terme en faisant du court terme un ami du long terme en passant par une plus grande prise en compte de l'environnement dans les politiques publiques (A), viser une trajectoire de croissance plus soutenable (B) et essayer de relever le défi de la décroissance et de la démondialisation (C).

Pour que le court terme s'entende avec le long terme, il faut qu'ils intègrent des objectifs similaires malgré des temporalités différentes. Isabelle SCHNABEL dans Une nouvelle ère d'inflation énergétique prônait déjà pour la BCE de prendre en compte la lutte contre le changement climatique, justifiant que la lutte contre l'inflation s'inscrit dans cette logique face à la fossilflation, climateflation et la greenflation liées respectivement à la surexploitation des ressources non renouvelables, l'augmentation des catastrophes climatiques et le coût de la transition climatique. De ce fait, la Revue stratégique de la BCE (2021) a déjà commencé à prendre en considération l'impact environnemental dans sa politique monétaire, ce qui est révélateur d'une possibilité d'alliance entre un instrument de court terme et un objectif de long terme. De plus, TORRAS et BOYCE dans Income, distribution and pollution : a reassessment of the environmental Kuznets curve montrent que dans les pays où le revenu est distribué plus équitablement, les droits civiques et politiques sont respectés, la qualité environnementale est meilleure. L'augmentation du bien-être est corrélé à un meilleur environnement. De ce fait, pour pouvoir concilier le long terme et le court terme, la prise en compte d'enjeux de long terme comme l'environnement rend les politiques publiques de court terme d'autant plus efficaces.

Cette efficacité est d'autant plus renforcée lorsque le pays suit une trajectoire de croissance soutenable, qui s'inscrit dans les objectifs de long terme. Plutôt que de vouloir s'endetter et privilégier le court terme, il faut réduire cette dépendance excessive et se diriger davantage vers des réformes structurelles. Selon Eric HAYER et Mathieu PLANE dans Quelles trajectoires pour les finances publiques de la France ? - OFCE (2025), le cas de la France est révélateur, avec un déficit public de 5,8% du PIB et une dette publique de 117% du PIB (2026), elle fait face à de nombreux enjeux comme une désindustrialisation profonde, un vieillissement démographique, un ralentissement de la compétitivité qui montrent qu'elle doit davantage mettre en place des réformes structurelles. Pour Hypolite

d'Aghion dans Economie des âges de la vie (2026), des réformes structurelles de long terme comme améliorer l'employabilité des seniors et des femmes doivent être mises en place pour pallier le déclin démographique et assurer une croissance soutenable. Il faut que le long terme prenne donc davantage de place. La protection sociale représentant 31% du PIB et les dépenses de santé 17%, il semble établi clairement que la France doit agir vite dans une logique de court terme, mais avec des résultats durables, dans une logique de long terme. Cela passe ainsi par une montée en capital humain pour tous selon LUCAS dans On the Mechanics of Economic Development, dont les rendements privés sont inférieurs aux rendements sociaux, mais l'éducation est essentielle et s'inscrit dans le long terme, en produisant des externalités positives.



De ce fait, l'externalité positive de l'éducation profite à tous mais n'est pas assez produit, il faut inciter davantage inciter des réformes structurelles de long terme pour pouvoir assurer une trajectoire de croissance soutenable, tout en conciliant le court terme et le long terme.

Enfin, cette conciliation semble possible qu'à travers l'adoption d'un modèle défendu depuis longtemps: celui de la décroissance, qui amène à une diminution de la consommation et de la production excessive dans une logique de court terme pour se recentrer vers la production locale, la justice sociale et la démocratie, compatibles avec les valeurs de long terme selon Timothé PARRIQUE dans Ralentir ou périr: l'économie de la décroissance (2022). La décroissance serait compatible avec à la fois le court terme, à savoir répondre aux besoins des individus, tout en amenant une vision de long terme, se détacher du productivisme et du consumérisme, responsables de la surexploitation des ressources et de la destruction de l'environnement pour KALLIS et al dans Plaidoyer pour une décroissance heureuse (2023).
Ainsi, le court terme et le long terme peuvent s'entretenir mutuellement sans que l'un devienne l'ennemi de l'autre. Par la mise en place par exemple d'une économie circulaire où tout est recyclé avec la seconde-main, les friperies, proposée par Tim JACKSON - Time to Degrowth. Ainsi, ce paradigme de décroissance se rapproche aussi de celui de la démondialisation qui propose un modèle alternatif,

IMPRIMERIE NATIONALE – 2025-12-1003094

Copie anonyme - n°anonymat : 415613

Emplacement QR Code

Code épreuve : 245 | Nombre de pages : 09 | Session : 2026

Épreuve de : Economie - Sociologie et Histoire EISEC BS

Consignes

- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

altermondialiste, qui se focalise sur l'économie locale, la justice sociale et le bien-être selon Walden BELLO dans Deglobalization, Ideas for a New World Economy. Dès lors, il est possible de concilier le long terme et le court terme en relevant le pari de la décroissance qui associe les objectifs de ces deux concepts.

Dès lors, il ne faut pas voir le court terme comme l'ennemi du long terme, mais à essayer de les concilier durablement.

Ainsi, à la question, le court terme est-il l'ennemi du long terme, il a été vu qu'il l'est indéniablement face à ses objectifs à un horizon temporel réduit qui empêchent toute adéquation avec un développement durable sur le long terme. La tendance au court-termisme se fait au détriment du long terme. Cependant, il semble que le long terme peut être à l'inverse l'ennemi du court terme, si bien que cette relation doit nécessairement être mieux conciliée et arbitrée. Par conséquent, il faut surtout essayer de mieux concilier le court terme et le long terme pour qu'ils deviennent complémentaires plutôt qu'antinomiques. Dès lors, à l'inverse du court-termisme des États-Unis ces dernières années, l'Europe adopte une stratégie de croissance reposant éventuellement sur la protection de l'environnement à travers le Pacte vert (2019) ou la Stratégie bas carbone (2025), ainsi dans quelle mesure l'Union européenne est-elle devenue la défenseure des objectifs de long terme, alors que Trump en est plutôt le fossoyeur ?

Fin

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

IMPRIMERIE NATIONALE – 2025-12-1003094